

L'alliance PS-Place publique défend un « projet agricole de rupture »

07/05/2019 | Arnaud Carpon • Terre-net Média

Fin des produits phytosanitaires de synthèse, réorientation de la Pac vers une politique agricole et alimentaire commune, recentrage vers une agriculture familiale, etc : en vue du scrutin des élections européennes dimanche 26 mai 2019, l'alliance Parti socialiste – Place publique revendique un « projet agricole de rupture ».



Éric Andrieu,
eurodéputé SD
sortant et candidat
sur la liste d'alliance
PS-Place publique
aux élections
européennes du 26
mai 2019.
(©@EricAndrieuEU)

À quelques jours du scrutin des **élections européennes**, Terre-net.fr analyse un à un les **programmes agricoles** des principales listes, parmi les 33 listes en présence, et vous en restitue les points clés.

Se succéderont ainsi tout au long du mois de mai 2019 les programmes agricoles des listes suivantes :

UDI Les européens, Europe Écologie Les verts, Rassemblement national, **La France insoumise**, Les Républicains, PS-Place publique, Renaissance (La république en marche).

À lire >> [\[Décryptage\] Les enjeux du scrutin européen pour l'agriculture française](#)

Pour le scrutin des **élections européennes** du **dimanche 26 mai 2019**, l'alliance Parti socialiste-Place publique, à laquelle participent le mouvement Nouvelle donne et le parti radical de gauche, a présenté un programme ponctué de « 10 combats écologiques et sociaux pour changer la vie des européens ».

L'eurodéputé sortant **Éric Andrieu**, troisième sur cette **liste PS-Place publique**, en présentait les grandes lignes lors d'un événement organisé par le SNPAR, le syndicat national de la presse agricole et rurale, mi-avril dernier. Il rappelait que c'était la première fois que les négociations sur la réforme de la Pac étaient aussi avancées « sans avoir de cadre budgétaire pour la prochaine mandature ».

[Vidéo] Éric Andrieu, candidat sortant, explique le programme agricole de l'alliance PS-Place publique

Pour lui, le premier combat reste celui du **budget européen**, et donc celui de la Pac. En l'état actuel des négociations, le budget de la Pac baisserait de 15 %. « Pour le deuxième pilier, il baisserait de 27 %. » Selon Éric Andrieu, « l'Europe serait ainsi la seule région du monde à évoluer vers un **budget en baisse pour son agriculture** », toutes les autres grandes puissances (Chine, Etats-Unis, Brésil) ayant augmenté leur soutien à leur agriculture ces dernières années.

Sur le fond, « la **réforme de la Pac telle que proposée par la Commission européenne** n'est qu'une réforme administrative aboutissant à une renationalisation », explique Éric Andrieu.

Le deuxième combat, selon l'alliance PS-Place publique, est celui du **revenu des agriculteurs**. « Il s'agit de répondre à la volatilité des prix. » Le député sortant a rappelé le vote, début avril dernier, de trois lots de propositions, parmi lesquelles figure une extension à tous les secteurs du **système de gestion de l'approvisionnement et de réduction de volume** appliqué à l'automne 2016 pour enrayer la **crise laitière**.

A lire >> [Réforme de la Pac - Tout savoir des dernières décisions des eurodéputés avant le scrutin européen](#)

Troisième priorité pour le PS : sortir l'agriculture des **traités de libre-échange** et défendre une « exception agricole ». « Attention ! Le choix a été fait, par la Commission européenne, de rouvrir les négociations commerciales avec les Etats-Unis sans avoir réglé la question agricole. »

« Recentrage vers l'agriculture familiale »

Dans la droite ligne du programme présidentiel du Parti socialiste en 2017, la liste d'alliance PS-Place publique défend « un recentrage de la politique agricole en faveur des exploitations familiales, en faveur d'une agriculture vertueuse ». « Il faut revoir l'approche de l'agriculture par les enjeux de santé, d'alimentation et de territoires ».

L'alliance PS-Place publique veut mettre en place un « pacte finance-climat-biodiversité » dans lequel serait développée « l'agro-écologie ».

« Le **cadre financier pluriannuel 2021-2027** de l'Union devra être porté à au moins 1,3 % du RNB européen et permettre à la fois de réaliser les investissements nécessaires pour la transition et de préserver les moyens consacrés à la politique régionale et Pac. »

Ce que rajoute le programme PS-Place publique sur la Pac

« Les enjeux liés à l'alimentation sont au cœur des préoccupations des Européennes et des Européens. C'est pourquoi nous passerons d'une politique agricole commune (Pac) à une politique agricole et alimentaire commune (Paac). L'Europe a trop longtemps subventionné l'hectare et la production, elle doit désormais subventionner en priorité l'emploi et le producteur. Elle assurera ainsi un revenu juste aux agriculteurs qui suivent les objectifs de la Paac. »

A lire >> [Le gouvernement « au milieu du gué » vers une agriculture « durable »](#)

« Nous demanderons la révision en profondeur de la politique agricole commune afin de répondre aux enjeux du climat, de l'environnement, de la santé humaine et de garantir un revenu juste aux agricultrices et agriculteurs. »

Les autres points du programme PS-Place publique

- Abandon des pesticides de synthèse à l'horizon 2030 ;
- Défense d'une agriculture basée sur les services socio-environnementaux rendus ;
- Allouer 70 % du budget de la Paac aux pratiques agricoles qui visent à l'**abandon des pesticides et des engrais de synthèse**, afin de permettre la restauration des sols, une meilleure gestion des ressources en eau et l'entretien des paysages et de la biodiversité ;
- Faciliter l'accès à la formation et l'aide à la **transition vers le bio** et favoriser le renouvellement générationnel des agriculteurs ;
- Instaurer une **TVA à taux réduit sur les produits de l'agriculture biologique** afin de les rendre plus accessibles et de contribuer à leur développement ;
- Demander à la Commission européenne de réexaminer sans délai l'approbation du **glyphosate** pour défendre son interdiction à l'échelle européenne ;
- Exiger la révision de la législation européenne sur les produits phytosanitaires ;
- Faire **interdire immédiatement l'ensemble des néonicotinoïdes** tueurs d'abeilles pour faire face au déclin des pollinisateurs ;
- Opposition à la brevetabilité du vivant et proposition d'étendre la législation européenne sur les **OGM** aux « OGM cachés » condamnés par la Cour de justice de l'Union européenne.
- Rendre obligatoire l'**étiquetage des denrées alimentaires** contenant des OGM ou des produits à partir de tels organismes ;
- Enrayer la bétonisation de nos espaces naturels et agricoles en proposant un texte législatif sur l'**artificialisation des sols** pour protéger notre agriculture et la biodiversité.
- Exiger l'**exception agricole** dans les accords commerciaux et favoriser les exploitations familiales et l'agriculture de proximité.
- Proposer un plan stratégique européen d'indépendance en **protéines végétales**.

A lire >> [Liste PS-Place publique - Glucksmann ne veut pas opposer le rural à l'urbain](#)

A lire >> [En France, la concertation commence en vue d'un grand plan protéique européen](#)

- Soutien au développement de politiques publiques européennes pour de meilleures normes du **bien-être animal** : harmonisation par le haut des réglementations existantes et définition d'une qualification juridique propre aux animaux domestiques et sauvages, en étendant la législation française au niveau européen.

Député européen sortant, Eric Andrieu, en troisième position de la liste PS-Place publique, est un fin connaisseur des questions agricoles et de la Pac à Bruxelles. Il fait partie, avec le député sortant PPE Michel Dantin, de la poignée de députés européens à suivre depuis plusieurs années les sujets agricoles.

W

**La #SouverainetéAlimentaire est un enjeu stratégique majeur pour l'avenir de l'Union européenne !
Nous ne voulons pas devenir les vassaux de Trump, les vassaux de Poutine, du Brésil ou de l'Inde!@enviedeurope ????**
pic.twitter.com/Y0IxVPK61d

— Eric Andrieu (@EricAndrieuEU) 6 mai 2019